

# ASSYSTEM

Société Anonyme

Tour Egée

9-11, allée de l'Arche

92400 Courbevoie

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre**

Assemblée générale mixte du 3 juin 2022 – 23<sup>ème</sup> et 25<sup>ème</sup> résolutions

# ASSYSTEM

Société Anonyme

Tour Egée  
9-11, allée de l'Arche  
92400 Courbevoie

---

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre**

Assemblée générale mixte du 3 juin 2022 – 23<sup>ème</sup> et 25<sup>ème</sup> résolutions

---

A l'Assemblée générale de la société Assystem S.A.,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société (la « Société ») et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre de la Société au profit de bénéficiaires que votre Conseil d'administration déterminera parmi :

- (i) les salariés, ou certaines catégories d'entre eux, de la Société et/ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés directement ou indirectement dans les conditions de l'article L. 225-197-2 du code de commerce ; ou parmi

- (ii) les dirigeants mandataires sociaux de la Société et/ou également les dirigeants mandataires sociaux des sociétés qui lui sont liées directement ou indirectement dans les conditions de l'article L. 225-197-2 du code de commerce,

opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le nombre total d'actions susceptibles d'être attribuées au titre de la présente autorisation ne pourra représenter plus de 3% du capital de la Société au jour de l'attribution, étant précisé que :

- le nombre d'actions attribuées gratuitement aux mandataires sociaux visés à l'article L.22-10-59, alinéas 1 et 2 du code de commerce, ne pourra pas représenter plus de 1,5% de l'ensemble des attributions effectuées par le Conseil d'administration en vertu de la présente résolution ;
- si des attributions sont consenties aux mandataires sociaux visés à l'article L.22-10-59, alinéas 1 et 2 du code de commerce, elles ne pourront l'être que dans les conditions de l'article L.22-10-60 du code de commerce ;
- le Conseil d'administration a le pouvoir de modifier le nombre d'actions attribuées, dans la limite précitée, en application d'opérations sur le capital qui pourraient être réalisées ; et
- le nombre d'actions pouvant être attribuées gratuitement en vertu de la présente autorisation s'imputera sur le plafond prévu à la 25<sup>ème</sup> résolution de la présente assemblée, à savoir que la somme (i) des actions susceptibles d'être émises en vertu des actions attribuées gratuitement aux termes de la présente résolution et (ii) des actions susceptibles d'être émises sur exercice des bons de souscription d'actions qui seraient émis aux termes de la 24<sup>ème</sup> résolution, ne pourra pas excéder 783 410 actions d'une valeur nominale de 1 euro, étant précisé que toutes les émissions réalisées en vertu de la présente autorisation ne s'imputeront pas sur le plafond global des délégations de compétence consenties au Conseil d'administration en vue d'augmenter le capital tel que prévu à la 21<sup>ème</sup> résolution.

Votre Conseil d'administration vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser, pour une durée de 38 mois à compter du jour de la présente Assemblée, à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre.

Il appartient au Conseil d'administration d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Conseil d'administration s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Conseil d'administration portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

A Paris La Défense, le 12 mai 2022

Les commissaires aux comptes

KPMG Audit  
*Département de KPMG S.A.*

 *Laurent Genin*

Laurent GENIN

Deloitte & Associés

 *Frédéric Neige*

Frédéric NEIGE